

Paris, le 18 septembre 2026

Communiqué de presse

Budget 2027 : un budget pour la France, oui. Un budget qui fait payer les plus précaires, non.

54 milliards d'euros d'effort, presque le double des 30 milliards envisagés il y a quelques mois. **J'ai toujours appelé à ce que la France se dote d'un budget, et à ce que chacun, à droite comme à gauche, prenne ses responsabilités pour l'adopter.** Je ne conteste pas la nécessité de réduire le déficit, je l'ai toujours défendue. **Mais je conteste ce budget sur trois points.**

Je conteste le chiffre. La France s'était fixé environ 30 milliards par an jusqu'en 2030 pour répondre aux objectifs. **Doubler la mise d'un coup, ce n'est pas un redressement, c'est un choc délétaire.**

Je conteste la méthode. **Annoncer très haut pour mieux négocier à la baisse, c'est jouer avec le feu.** Chaque jour, sur le terrain, nous expliquons aux Français pourquoi il faut maîtriser la dette, face aux populistes qui voudraient la « brûler ».

Je conteste surtout la répartition. L'effort pèse d'abord sur ceux qui en ont le moins.

Sur les agents publics, le point d'indice gelé, c'est le secrétaire de mairie, l'agent technique, le personnel de l'école. Les collectivités peinent déjà à recruter, on leur demande de faire mieux avec des agents encore moins payés. Promettre « des discussions » ne suffit pas. La protection des bas salaires doit être écrite dans la loi.

Paris, le 18 septembre 2026

Communiqué de presse

Budget 2027 : un budget pour la France, oui. Un budget qui fait payer les plus précaires, non.

Sur les retraités, aussi. « Aucune pension ne diminuera », promet le Premier ministre. Mais des pensions qui ne suivent plus les prix, ce sont des pensions qui perdent du pouvoir d'achat. Les petites pensions doivent être épargnées. Sur les étrangers en situation régulière, le délai de carence sur certaines allocations vise des personnes qui vivent, travaillent et paient leurs impôts en France. Cette baisse des allocations est une mesure de posture, juridiquement fragile, qui **désigne des boucs émissaires pour éviter de regarder l'essentiel.**

Pendant ce temps, les plus fortunés sont ménagés. La surtaxe sur les bénéfices des très grandes entreprises tomberait de 8 à 5 milliards d'euros, et un allègement de la fiscalité des donations est envisagé, dont profiteraient surtout les foyers les plus aisés.

On gèle les salaires et on desserre l'étau sur les plus riches. Je ne peux pas l'accepter.

Un budget ne se construit pas dans un entretien au Figaro. Il se construit au Parlement, par le compromis, pas par le bluff. Je porterai à l'Assemblée des propositions claires : maintenir la surtaxe sur les grandes entreprises, protéger les bas salaires et les petites pensions, taxer les dividendes, recentrer le crédit impôt recherche, notamment en le supprimant pour les établissements financiers.

Je tends la main à tous ceux qui veulent un budget pour la France. Mais un budget de redressement n'est accepté que s'il est juste.